



Conférence de presse, lancement de l'initiative populaire fédérale « Stop à l'îlot de cherté - pour des prix équitables (initiative pour des prix équitables) » du 20 septembre 2016

Exposé de Oliver Müller, directeur de Swissmechanic

La version orale fait foi.

Chers représentants des médias,

En tant que directeur de Swissmechanic, l'association patronale leader des PME de la branche MEM, je parle au nom des entreprises qui réalisent, pour l'essentiel, leur création de valeur en Suisse. A raison de près de 20 pour cent du PIB, l'industrie occupe la part du lion dans l'économie de notre pays.

A l'heure actuelle, les entreprises de l'industrie des machines doivent faire face à une concurrence internationale impitoyable. En Suisse, un pays à coûts salariaux élevés et dont la monnaie est surévaluée, les entreprises mènent un dur combat pour leurs marges bénéficiaires. En règle générale, même dans les entreprises qui ont du succès, ces marges évoluent plutôt dans des pourcentages à un chiffre. Dans la situation économique et politique actuelle de la Suisse, de nombreuses entreprises ont toutefois des difficultés à atteindre des chiffres positifs dans leur production.

Face à leurs rivales, les entreprises suisses n'ont pas le choix: lorsqu'elles achètent des matériaux, des moyens d'exploitation et des composants importés, elles ne doivent subir aucun désavantage en matière de prix par rapport à la concurrence étrangère. Cette règle s'applique tout particulièrement à nos pays voisins directs qui sont en même temps nos plus grands concurrents.

Or aujourd'hui, cette condition n'est pas remplie. Bon nombre de produits qui doivent être importés pour notre industrie sont vendus en Suisse à des prix nettement plus élevés que dans les pays étrangers limitrophes. Il n'est pas rare de rencontrer en Suisse des suppléments de prix de plus de 50 pour cent.

Avec de tels écarts, nos entreprises sont donc obligées d'acheter dans les pays étrangers les marchandises dont elles ont besoin aux prix usuels en vigueur dans ces pays. Malheureusement, à l'heure actuelle, on continue à empêcher les entreprises suisses d'acheter dans les pays étrangers selon les prix qui y sont pratiqués: les mêmes entreprises qui se font un plaisir de nous livrer leurs produits en Suisse et qui nous apprécient en tant que clients nous refusent en tant que clients à l'étranger.

La contrainte ainsi exercée pour nous forcer à acheter ces marchandises par le biais de canaux de distribution prescrits par les fournisseurs entraînent des inconvénients concurrentiels supplémentaires pour les entreprises suisses. Compte tenu des directives techniques des clients destinées à l'industrie sous-traitante, nous n'avons pas toujours le libre choix. Ces liens de dépendance donnent lieu à un inconvénient majeur: lorsque les composants que nous sommes obligés d'acheter à des prix surfaits constituent une part essentielle des produits que nous vendons, nos entreprises sont alors évincées de la concurrence internationale.

Les PME sont particulièrement concernées par ce qui précède. Les grandes entreprises, qui disposent d'un réseau international par le biais duquel elles peuvent organiser le système des achats, ont des possibilités d'échapper à cette contrainte, raison pour laquelle elles ne sont pas affectées dans la même mesure par cette dépendance.

Il n'est pas tolérable que l'industrie suisse livre plus de 60 pour cent de sa production à des prix compétitifs dans des pays étrangers membres de l'UE alors que, dans le même temps, elle est forcée de payer des prix surfaits pour les biens importés dont elle a besoin.

C'est pourquoi Swissmechanic soutient l'initiative populaire pour des prix équitables, car nos entreprises doivent pouvoir acheter à l'étranger aux mêmes prix que leurs concurrents. Pour les cas où les fabricants et les distributeurs ne respecteraient pas cette exigence de fixation de prix équitables, il faut que nos entreprises soient libres de pouvoir également acheter à l'international sans être pour autant discriminées en tant qu'entreprises suisses. Cette initiative crée une base légale qui nous permettra d'exiger cette liberté.